

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 juin 2002
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 166 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Conseil de sécurité
Cinquante-septième année

**Lettre datée du 21 juin 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les derniers incidents de la campagne de terrorisme menée sans relâche par les Palestiniens contre les citoyens israéliens.

La nuit dernière, peu après 21 heures (heure locale), deux terroristes palestiniens, armés de fusils d'assaut et de grenades à main, ont pénétré dans la localité d'Itamar et ont fait irruption dans une maison et ouvert le feu sur la famille qui y demeurait. Lorsque les forces de sécurité sont arrivées sur les lieux, les terroristes les ont tenues sous un feu nourri pendant plus d'une heure avant d'être maîtrisés. Rachel Shabo et trois de ses enfants – Neria, 16 ans, Zvika, 12 ans, et Avishai, 5 ans – sont parmi les tués; deux autres enfants de la famille Shabo figurent parmi les huit Israéliens blessés pendant l'attaque. Un agent de la sécurité, Yosef Tuwiton, a trouvé la mort alors qu'il tentait de porter secours à la famille Shabo. Le Front populaire pour la libération de la Palestine, groupe terroriste basé à Damas, a revendiqué la responsabilité de l'attaque.

Mercredi soir, aux alentours de 19 heures (heure locale), un attentat-suicide à la bombe a été commis par un Palestinien dans le nord de Jérusalem. Il s'agit du troisième attentat-suicide commis en Israël en l'espace de quelques jours et du deuxième qui se produit à Jérusalem en moins de 36 heures. Après être descendu d'une voiture, un terroriste palestinien s'est mis à courir en direction d'un arrêt de bus où se pressaient plusieurs dizaines de personnes. Des policiers israéliens tentaient de l'intercepter lorsqu'il a déclenché l'explosion d'une bombe bourrée de clous et d'autres projectiles destinés à accroître les souffrances des victimes. La force de l'explosion a tué sept Israéliens, dont plusieurs adolescents et une fillette, et fait 43 blessés, dont un blessé grave. Les brigades Al-Aqsa, organisation terroriste étrangère placée sous l'autorité du Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a revendiqué la responsabilité de l'attentat dans une déclaration envoyée à la chaîne de télévision Al Manar du Hezbollah, au Liban.



Parmi les victimes de l'attentat de mercredi figurent trois générations de femmes d'une même famille. Noa Alon, 60 ans, se promenait avec sa fille Penina et ses deux petits-enfants – Gal, 5 ans, et Sagi, 18 mois – lorsque la bombe a explosé. Noa, qui devançait les autres membres de sa famille de quelques pas, a subi l'explosion de plein fouet et a succombé à ses blessures. Gal, dont le corps n'a pas supporté la force de l'explosion, est également décédée. Penina, qui souffre d'une blessure à la tête et de diverses contusions et ecchymoses, est hospitalisée à Jérusalem.

Le Gouvernement israélien tient l'Autorité palestinienne pour pleinement responsable de ces attaques. L'Autorité palestinienne continue sans relâche à apporter un appui financier, logistique et idéologique au terrorisme tout en s'efforçant d'occulter cet appui en déclarant hypocritement à l'Occident qu'elle a renoncé au terrorisme. Les soi-disant condamnations prononcées par le Président Arafat montrent qu'il ne réprouve pas véritablement le meurtre de civils israéliens mais plutôt qu'il craint que de tels actes « n'aient donné au Gouvernement israélien une excuse » pour prendre des mesures défensives. Que l'attentat à la bombe de mercredi ait été commis par des membres du Fatah, la propre faction du Président Arafat, met en relief l'hypocrisie des propos de Yasser Arafat et la responsabilité des dirigeants palestiniens dans le meurtre de civils israéliens.

Israël attend toujours que les Palestiniens prennent des mesures pour empêcher d'autres actes de terrorisme, y compris en arrêtant et en désarmant les forces palestiniennes et les forces du Hamas, du Jihad islamique et d'autres groupes qui préparent actuellement de nouvelles attaques contre des civils israéliens. Aucun accord de nature à répondre aux préoccupations et aux aspirations légitimes de deux parties n'est possible tant que les dirigeants palestiniens continuent de privilégier le terrorisme. À moins que les dirigeants palestiniens ne renoncent véritablement au terrorisme et ne soient disposés à user de leur autorité pour lutter contre ce fléau, cessant ainsi de le défendre, Israël n'aura d'autre solution que de faire usage de la légitime défense pour protéger ses propres citoyens contre la menace constante du terrorisme palestinien.

La présente lettre fait suite à mes nombreuses autres lettres relatant la campagne de terreur menée par les Palestiniens depuis septembre 2000.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Yehuda **Lancry**